

Appel à candidatures

pour l'agrément des structures de conseil et d'accompagnement dans le cadre de la mise en œuvre du réseau France services agriculture (FSA) en région Auvergne-Rhône-Alpes

**Version issue du décret n° 2026-323 du 28 avril 2026
après consultation du CRIT Auvergne-Rhône-Alpes close le 28 septembre 2026**

Pour que la candidature soit prise en compte, elle doit être parvenue à la Direction Régionale de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt (DRAAF) Auvergne-Rhône-Alpes au plus tard le :

Lundi 2 novembre 2026 pour un agrément au 1er janvier 2027

(Les dossiers déposés postérieurement à la date limite de dépôt seront examinés en 2027)

selon les modalités suivantes :

dépôt du dossier de candidature sur le site <https://demarche.numerique.gouv.fr>

Structure organisatrice de la démarche numérique :

DRAAF Auvergne-Rhône-Alpes

Service régional d'économie agricole - pôle PSN

16B Rue Aimé Rudel – BP 45 – 63370 LEMPDES

Tél. : 04 78 63 13 13 – <http://www.draaf.auvergne-rhone-alpes.agriculture.gouv.fr/>

Contacts pour la démarche numérique :

annick.jordan-dupas@agriculture.gouv.fr et cecile.brette@agriculture.gouv.fr

Copie à : srea.draaf-auvergne-rhone-alpes@agriculture.gouv.fr

Textes de référence

Le présent cahier des charges est pris sur la base de l'annexe à l'article D.330-9 du décret n°2026-323, lui-même pris pour application de l'article L. 330-7 du code rural et de la pêche maritime (CRPM) créé par le 1° de l'article 24 de la loi n°2025-268 du 24 mars 2025 d'orientation pour la souveraineté alimentaire et le renouvellement des générations en agriculture.

Conformément à l'article D. 330-9 du CRPM, les règles nationales du cahier des charges prévu à l'article L. 330-7 sont fixées en annexe du décret n°2026-323 du 28 avril 2026. Il est rappelé que le ministre chargé de l'agriculture détermine les finalités et les modalités d'élaboration d'un outil de diagnostic de la situation des usagers du réseau France services agriculture commun à l'ensemble des structures de conseil et d'accompagnement agréées dans une même région.

0 – Introduction

Le **dispositif France services agriculture (FSA)** est instauré dans le cadre de l'article 24 de la loi d'orientation pour la souveraineté alimentaire et le renouvellement des générations en agriculture (LOSARGA). Il s'inscrit dans la continuité de la politique nationale d'installation en agriculture, tout en intégrant l'accompagnement des futurs cédants et des porteurs de projet en émergence.

Dans chaque département, une « porte d'entrée unique », nommée **point d'accueil départemental unique (PADU)** est chargée d'accueillir et d'informer les bénéficiaires en vue de leur orientation vers l'accompagnement de proximité. Ce PADU (correspondant au « niveau 1 » de FSA) est porté par les Chambres départementales d'agriculture dans le cadre de leur mission de service public installation-transmission (MSPIT). Les bénéficiaires sont :

- Les porteurs d'un projet d'installation en émergence
- Les porteurs d'un projet d'installation défini
- Les futurs cédants.

Chaque personne accueillie par le réseau FSA est enregistrée par le **PADU** dans un **répertoire départemental unique (RDU)** destiné à faciliter les mises en relation entre les cédants et les repreneurs ainsi que le suivi des installations et des transmissions.

Le PADU oriente la personne ayant un projet vers des **structures de conseil et d'accompagnement agréées par l'État** (correspondant au « niveau 2 » de FSA) qui remplissent les conditions prévues par un cahier des charges. Il présente de manière exhaustive les structures de conseil et d'accompagnement aux personnes qu'il oriente. Il veille à l'équité entre ces dernières et au respect du pluralisme. Il satisfait à une obligation de neutralité dans la présentation de l'offre de ces structures.

Rôle des structures de conseil et d'accompagnement :

Les structures de conseil et d'accompagnement fournissent aux personnes ayant un projet d'installation un conseil ou un accompagnement pour assurer la viabilité économique, environnementale et sociale de leur projet, notamment au regard du changement climatique.

Elles proposent aux personnes souhaitant céder leur exploitation agricole un parcours spécifique d'accompagnement à la transmission. Elles facilitent les mises en relation entre les personnes ayant un projet d'installation et celles souhaitant céder leur exploitation agricole, en s'appuyant sur les données du RDU.

Les structures de conseil et d'accompagnement peuvent notamment orienter les personnes ayant un projet vers des prestataires de services compétents (hors FSA), en veillant à respecter le pluralisme et l'équité entre eux.

Elles réalisent un état des lieux des compétences des porteurs de projet et peuvent lui proposer un parcours de formation pour lui permettre d'acquérir les connaissances et les compétences nécessaires à la mise en œuvre de son projet.

Elles transmettent au PADU les informations des personnes qu'elles conseillent et accompagnent pour que le PADU tienne à jour le RDU.

Dans le cadre du réseau France services agriculture (article L. 330-4 du CRPM), la DRAAF Auvergne-Rhône-Alpes lance un appel à candidatures pour agréer les structures de conseil et d'accompagnement (« niveau 2 » qui seront amenées à mettre en œuvre les missions prévues par le décret n° 2026-323 du 28 avril 2026).

Structures éligibles à l'appel à candidatures pour agrément

Les structures éligibles à l'appel à candidatures doivent être dotées de la personnalité juridique. Elles sont :

- Les organisations professionnelles agricoles (OPA) ;
- Les associations qui interviennent pour la création ou la reprise d'exploitations agricoles et les accompagnent ;
- Toute structure privée ou publique de conseil et d'accompagnement susceptible de répondre aux exigences du cahier des charges national.

La structure candidate doit être impartiale, neutre, et être en mesure de garantir qu'il n'existe pas de conflit d'intérêt financier entre les conseillers et les porteurs de projet.

La structure ne doit pas avoir d'intérêts financiers à l'issue favorable d'une installation ou d'une transmission.

La candidature peut être déposée par :

- Une structure pour son propre compte ;
- Un mandataire pour le compte de chacune des structures mandantes.

I. Conditions à la délivrance d'un agrément

La délivrance de l'agrément prévu à l'article L. 330-7 du CRPM est subordonnée au respect des conditions suivantes relatives aux moyens du demandeur (A) et à ses compétences (B).

A. Moyens du demandeur

Pour l'agrément au conseil et à l'accompagnement **d'un projet d'installation** en agriculture, le demandeur dispose des moyens humains et matériels nécessaires pour réaliser une ou plusieurs des missions définies aux A, B et C du II.1, dans un ou plusieurs départements d'une même région.

Pour l'agrément au conseil et à l'accompagnement d'un **projet de cession d'exploitation**, le demandeur dispose des moyens humains et matériels nécessaires pour réaliser la ou les missions définies aux C et D du II.1, dans un ou plusieurs départements d'une même région.

Parmi ces moyens, sont notamment attendus :

- Un nombre suffisant de conseillers pour assurer les missions dans les conditions prévues par le présent cahier des charges, eu égard au nombre d'usagers que la structure compte accompagner et à la zone géographique couverte, et permettant d'assurer une continuité et une homogénéité de service (en cas d'absence d'un conseiller par exemple) ;
- Au moins un lieu d'accueil physique pour chacun des départements sur lesquels porte la candidature, dont la configuration des locaux permet un accompagnement individuel dans le respect de la confidentialité. ;
- La possibilité de faire des visites sur site lorsque nécessaire ;
- Pour l'agrément à la formation, le demandeur dispose d'un service ou, à défaut, de compétences clairement identifiées en termes d'orientation et d'accompagnement à la formation, doté de moyens humains et organisationnels adaptés lui permettant d'assurer effectivement les missions prévues par le présent cahier des charges.

B. Compétences et expérience du demandeur

Le demandeur doit détenir une expérience suffisante dans le conseil et l'accompagnement pour lequel elle souhaite être habilitée (émergence, installation, formation, transmission). Il a recours à des personnes disposant d'une expérience professionnelle dans le secteur agricole, d'une connaissance opérationnelle des principales filières agricoles du territoire concerné, afin de garantir un accompagnement pertinent et adapté aux réalités locales, ainsi que des compétences listées ci-après. Le demandeur doit démontrer sa capacité à mobiliser les compétences nécessaires pour assurer un accompagnement global (technique, économique, social, environnement, financement) conforme au parcours défini dans le cadre de France services agriculture.

B.1. – Compétences communes des conseillers

Lors du dépôt de la demande d'agrément, le demandeur démontre que les conseillers exerçant en son sein disposent, dès leur entrée en fonction, des compétences énumérées aux 1. et 2..

1. Les compétences constitutives de savoir-faire comprennent :

- a) Capacité d'analyse technique, économique, financière, environnementale et sociale des exploitations agricoles ;
- b) Connaissance du contexte économique, environnemental, juridique, fiscal et social des exploitations agricoles et des outils permettant d'adapter celles-ci aux transitions climatique et environnementale ;
- c) Capacité à élaborer un panorama des solutions de financement de l'offre de service des prestataires compétents pour la réalisation des projets d'installation et de transmission, agissant en dehors du réseau France services agriculture ;
- d) Connaissance des démarches administratives courantes liées à l'activité agricole, notamment en matière de déclaration, de contractualisation, de mise en conformité réglementaire et de contrôles afférents ;
- e) Capacité à la mise en œuvre opérationnelle des compétences précitées.

2. Les compétences constitutives de savoir-être comprennent :

- a) Qualités d'écoute, de reformulation et d'ouverture d'esprit ;
- b) Sens de la pédagogie, du dialogue et de la qualité du service rendu à l'utilisateur ;
- c) Capacité à développer et à renforcer l'autonomie décisionnelle de l'utilisateur ;
- d) Neutralité et impartialité.

B.2, B3 et B.4. Compétences spécifiques des conseillers

Compétences spécifiques des « conseillers projet émergent »

En complément des compétences énumérées au B.1, les « conseillers projet émergent » mentionnés au A du II.1 disposent dès leur entrée en fonction des compétences suivantes :

- 1° Capacité à conduire la phase de confirmation de l'idée de s'engager en agriculture ;
- 2° Capacité à conduire la phase de maturation du projet ;
- 3° Capacité à conduire la phase de structuration du projet ;
- 4° Capacité à réaliser un bilan personnalisé à l'issue de chaque phase à l'aide d'un outil de diagnostic commun ;
- 5° Capacité à sensibiliser aux étapes du parcours d'installation, des services compétents et des modalités de dépôt des demandes ;
- 6° Formation sur les enjeux humains en lien avec l'installation ;
- 7° Capacité à sensibiliser aux enjeux de la recherche de foncier ;

- 8° Connaissance des aides susceptibles d'être octroyées lors du parcours d'installation ;
- 9° Capacité à orienter vers les prestataires de services compétents extérieurs au réseau.

B.2. – Compétences spécifiques des conseillers installation

En complément des compétences énumérées au B.1, les "conseillers installation" mentionnés au B du II.1 disposent dès leur entrée en fonction des compétences suivantes :

- 1° Connaissance des dispositifs d'aides à l'installation, des services compétents et des modalités de dépôt des demandes ;
- 2° Connaissance des étapes de l'installation et des difficultés potentielles ;
- 3° Connaissance du contexte juridique, économique, fiscal, social et environnemental applicable à l'installation d'une exploitation agricole ;
- 4° Capacité à réaliser un bilan personnalisé en incluant des objectifs et des formations et / ou des expériences professionnelles nécessaires ;
- 5° Capacité à accompagner à la rédaction du projet personnalisé d'installation ;
- 6° Capacité à orienter vers les prestataires de services compétents extérieurs au réseau ;
- 7° Capacité à faciliter la mise en relation entre les personnes ayant un projet d'installation et celles qui souhaitent céder leur exploitation.

B.3. – Compétences spécifiques des conseillers transmission

En complément des compétences énumérées au B1, les "conseillers transmission" mentionnés au D du II.1 disposent dès leur entrée en fonction des compétences suivantes :

- 1° Capacité à prendre en compte les facteurs psycho-sociaux de la transmission d'une exploitation agricole ;
- 2° Connaissance du contexte juridique, économique, fiscal, social et environnemental applicable à la transmission d'une exploitation agricole ;
- 3° Capacité à recueillir les données relatives à l'exploitation et au foncier en respectant le secret des affaires ;
- 4° Capacité à utiliser un outil de diagnostic commun pour caractériser l'exploitation ;
- 5° Capacité à rédiger le projet personnalisé de transmission de l'usager ;
- 6° Capacité à présenter l'intérêt du répertoire départemental unique et les aides possibles ;
- 7° Capacité à présenter, dans le respect du pluralisme, l'offre de prestataires compétents (mise en relation cédants/repreneurs, accompagnement juridique/fiscal, etc.) ;
- 8° Capacité à orienter vers les organismes compétents en cas de reconversion professionnelle ou de difficultés économiques.

B.4. – Compétences spécifiques des conseillers formation

En complément des compétences énumérées au B1, les "conseillers formation" mentionnés au C du II.1 disposent dès leur entrée en fonction des compétences suivantes :

- 1° Connaissance des certifications professionnelles, des différentes voies de formation, notamment la formation professionnelle continue et l'apprentissage, et du dispositif de la validation des acquis de l'expérience, permettant d'acquérir ou de faire reconnaître les connaissances et les compétences nécessaires à la mise en œuvre d'un projet d'installation ou de transmission en agriculture et, le cas échéant de percevoir des aides ;
- 2° Capacité d'apprécier, au regard des éléments du point 1°, l'adéquation des compétences de l'usager avec le projet envisagé ;
- 3° Capacité à élaborer un parcours de formation en adéquation avec les besoins identifiés ;
- 4° Capacité à recenser et formaliser les compétences acquises par l'usager (parcours académique et professionnel), et identifier les compétences manquantes ;
- 5° Capacité à construire un parcours de formation individualisé en adéquation avec les besoins pour le projet, et le cas échéant, avec les règles en vigueur pour obtenir des aides à l'installation ;

6° Capacité à présenter la liste de l'offre et des voies de formation dans la région Auvergne-Rhône-Alpes et les régions limitrophes ;

7° Capacité d'ingénierie financière pour l'appui au choix des solutions de financement de la formation ;

8° Capacité à suivre l'utilisateur dans le choix et la réalisation de son parcours de formation ;

9° Capacité à appliquer la méthode commune pour l'élaboration du parcours de formation.

NB. Pour le choix des conseillers formation, le demandeur devra avoir recours à des conseillers disposant au minimum d'un niveau de formation bac + 2 ou de 5 ans d'expérience dans le domaine de la formation, de l'orientation professionnelle ou du bilan de compétences.

II. Modalités de réalisation des missions

Les structures agréées s'engagent à respecter, pendant toute la durée de l'agrément, les modalités de réalisation de leurs missions suivantes.

II.1. – Missions des structures agréées

Les structures agréées pour le conseil et l'accompagnement des personnes dans la réalisation de leur projet d'installation en agriculture mettent en œuvre une ou plusieurs des missions définies aux A et B du présent II.1., dans un ou plusieurs départements de la région Auvergne-Rhône-Alpes.

Les structures agréées pour la conception d'un parcours spécifique d'accompagnement à la transmission des personnes souhaitant céder leur exploitation mettent en œuvre la ou les missions définies aux C et D du présent II.1, dans un ou plusieurs départements de la région Auvergne-Rhône-Alpes.

A. EMERGENCE : conseil et accompagnement des personnes dans la construction d'un projet d'installation émergent en agriculture

L'accompagnement dans la construction d'un **projet d'installation émergent** en agriculture est composé des **trois phases successives suivantes** :

1. Une phase de confirmation de l'idée de s'engager en agriculture ;
2. Une phase de maturation de cette idée ;
3. Une phase de structuration de celle-ci.

A l'issue de la phase de structuration, le porteur peut bénéficier d'un conseil et d'un accompagnement au développement de son projet d'installation dans les conditions prévues au B. (Installation).

Le conseil et l'accompagnement dans la construction d'un projet d'installation émergent en agriculture comprend **les missions suivantes** :

1°) Accompagnement individuel de l'utilisateur au cours des trois phases de construction du projet d'installation émergent :

Les structures agréées fournissent un conseil et un accompagnement individuel de l'utilisateur au cours des trois phases successives susmentionnées du projet d'installation émergent en agriculture ;

2°) Sensibilisation aux enjeux de l'installation :

Les structures agréées présentent les différentes étapes du parcours d'installation, comprenant notamment une sensibilisation à la recherche du foncier, aux aides susceptibles d'être octroyées et aux enjeux de la protection sociale agricole et de la santé-sécurité au travail.

3°) Appui à la rédaction du projet personnalisé d'émergence en agriculture, identifiant les actions et expertises nécessaires pour sa réalisation :

Les structures agréées conseillent et accompagnent l'utilisateur dans la rédaction de son projet personnalisé d'émergence en agriculture au moyen d'un outil de diagnostic commun à l'ensemble des structures de conseil et d'accompagnement agréées dans la région.

4°) Orientation vers les prestataires de services compétents pour la réalisation du projet personnalisé d'émergence :

Les structures agréées orientent l'utilisateur vers les prestataires de services agissant en dehors du réseau France services agriculture compétents pour l'accompagner dans la réalisation du projet personnalisé d'émergence.

Une liste de l'offre disponible dans la région et dans les régions limitrophes est fournie à l'utilisateur. Elle comprend notamment une présentation des formations pratiques et des organismes afférents présents sur le territoire, de stages de découverte et d'immersion tendant à réaliser le projet personnalisé d'émergence.

Elles assurent également l'orientation des personnes vers les services compétents dispensant les informations nécessaires notamment sur leurs statuts, leurs aides et leurs obligations en matière de protection sociale agricole ainsi que sur les mesures de prévention des risques professionnels et de santé-sécurité au travail.

Elles prennent en compte les dispositifs régionaux existants dans une logique de bonne articulation et de cohérence de ceux-ci.

5°) Enregistrement des données dans le répertoire départemental unique.

Les structures agréées enregistrent dans le répertoire départemental unique mentionné au II de l'article L. 330-4 les informations relatives aux usagers conseillés et accompagnés pour la construction de leur projet, dans les conditions prévues par les dispositions réglementaires en vigueur.

Les enregistrements dans le RDU devront être effectués au fil de l'eau.

6°) Suivi du projet.

Elles accompagnent l'utilisateur dans le suivi de ses démarches pour la réalisation de son projet personnalisé d'émergence.

Ces missions sont effectuées par une personne dénommée « **conseiller projet émergent** ».

A l'issue de la phase de structuration du projet, la structure qui a conseillé et accompagné l'utilisateur lui présente, dans le respect des principes de pluralisme et d'équité, la liste exhaustive et actualisée des structures agréées dans la région et dans les régions limitrophes pour la mission de conseil et d'accompagnement des personnes au développement d'un projet existant d'installation en agriculture mentionnée au B.

La structure qui l'a conseillé et accompagné pour la construction de son projet d'installation émergent lui présente, dans le respect des principes de pluralisme et d'équité, la liste exhaustive des structures agréées dans la région et dans les régions limitrophes pour la réalisation d'un état des lieux des compétences et, le cas échéant, la conception et la proposition d'un parcours de formation visant à lui permettre d'acquérir les connaissances et les compétences nécessaires à la mise en œuvre de son projet mentionnées au C (Formation).

B. INSTALLATION : conseil et accompagnement des personnes dans le développement d'un projet existant d'installation en agriculture

Le conseil et l'accompagnement des personnes dans le développement d'un **projet existant d'installation** en agriculture comprend l'ensemble des missions suivantes :

1°) Appui à la construction du projet personnalisé d'installation en agriculture.

La mission d'appui à la construction du projet comprend :

- a) A partir des informations transmises par le point d'accueil départemental unique mentionné au I de l'article L. 330-4 du CRPM et au moyen d'un outil de diagnostic commun à l'ensemble des structures agréées dans la région, la réalisation d'un bilan personnalisé de la situation, incluant le bilan des formations et expériences professionnelles acquises, et des objectifs de l'utilisateur ;
- b) A l'issue de celui-ci, la présentation des différentes étapes du processus d'installation et des aides susceptibles d'être octroyées ainsi que des modalités de demande et d'octroi de ces dernières ;
- c) L'aide à la rédaction du projet personnalisé d'installation répondant aux objectifs de l'utilisateur et identifiant les actions et expertises nécessaires pour sa réalisation.

2°) Orientation vers les prestataires de services compétents pour la réalisation du projet personnalisé d'installation.

Les structures agréées présentent, dans le respect des principes de pluralisme et d'équité, l'offre des prestataires de services agissant en dehors du réseau France services agriculture compétents pour l'accompagner dans la réalisation du projet personnalisé d'installation.

Une liste de l'offre disponible dans la région et dans les régions limitrophes, est fournie à l'utilisateur.

Elles proposent un appui dans le choix des solutions de financement relatif à l'accès à ces services.

Elles veillent également à orienter l'utilisateur vers les dispositifs compétents en matière de protection sociale agricole, afin de lui permettre d'accéder aux informations relatives à ses statuts, obligations et aides sociales ainsi qu'aux mesures de prévention en matière de santé et sécurité au travail.

Elles prennent en compte les dispositifs régionaux existants dans une logique de bonne articulation et de cohérence de ceux-ci.

3°) Enregistrement des données dans le répertoire départemental unique.

Elles enregistrent dans le répertoire départemental unique mentionné au II de l'article L. 330-4 du CRPM les informations relatives aux usagers conseillés et accompagnés, dans les conditions prévues par les dispositions réglementaires en vigueur.

Les enregistrements dans le RDU devront être effectués au fil de l'eau.

4°) Facilitation de la mise en relation entre les personnes ayant un projet d'installation et celles souhaitant céder leur exploitation agricole.

Sur le fondement des données disponibles dans le répertoire départemental unique, elles présentent aux personnes ayant un projet d'installation les informations relatives aux personnes souhaitant céder leur exploitation agricole, à condition que ces dernières aient donné leur consentement, en tenant compte des caractéristiques du projet d'installation et de celles de l'exploitation à céder. Cette activité s'exerce dans le respect des dispositions prévues par les dispositions réglementaires en vigueur.

5°) Suivi du projet.

Elles accompagnent l'utilisateur dans le suivi de ses démarches pour la réalisation de son projet personnalisé d'installation. La conception du plan d'entreprise est exclue du champ de cette mission.

Ces missions sont effectuées par une personne dénommée « **conseiller installation** », qui est

l'interlocuteur privilégié de la personne accompagnée par la structure d'accueil et d'accompagnement et assure le suivi du projet jusqu'à sa réalisation.

La structure qui a conseillé et accompagné une personne pour la définition de son projet d'installation lui présente, dans le respect des principes de pluralisme et d'équité, la liste exhaustive des structures agréées dans la région et dans les régions limitrophes pour la réalisation d'un état des lieux des compétences et, le cas échéant, la conception et la proposition d'un parcours de formation visant à lui permettre d'acquérir les connaissances et les compétences nécessaires à la mise en œuvre de son projet professionnel mentionnées au C (Formation).

C. FORMATION : réalisation d'un état des lieux des compétences, conception et proposition d'un parcours de formation

La réalisation d'un **état des lieux des compétences**, la conception et la proposition d'un **parcours de formation** comprend les missions énumérées au présent C.

1°) Evaluation des compétences.

Les structures agréées recensent et formalisent les différentes compétences acquises lors du parcours académique et professionnel. Elles évaluent les compétences manquantes nécessaires à la réalisation du projet.

2°) Construction d'un parcours de formation.

Les structures agréées construisent, sur la base des informations transmises au moyen du répertoire départemental unique, un parcours de formation en adéquation avec les besoins de l'utilisateur et, le cas échéant, avec les règles en vigueur pour obtenir des aides à l'installation. Ce parcours de formation est exposé dans le projet personnalisé d'émergence, d'installation ou de transmission de l'utilisateur.

Elles prennent en compte les dispositifs régionaux existants dans une logique de bonne articulation et de cohérence de ceux-ci.

3°) Présentation de l'offre de formation.

Les structures agréées présentent la liste de l'offre et des différentes voies de formation dans la région et dans les régions limitrophes permettant d'acquérir les compétences et les connaissances manquantes pour la mise en œuvre du projet professionnel.

4°) Plan de financement et suivi de l'utilisateur.

Les structures agréées proposent un appui dans le choix des solutions de financement de la formation. Elles suivent l'utilisateur dans son choix de formation et dans la réalisation de son parcours de formation.

Les formations choisies par l'utilisateur sont mentionnées le cas échéant dans le projet personnalisé d'émergence, d'installation ou de transmission.

5°) Enregistrement des données dans le répertoire départemental unique.

Les structures agréées enregistrent dans le répertoire départemental unique mentionné au II de l'article L. 330-4 les informations relatives au choix de formation de l'utilisateur, dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur.

Les enregistrements dans le RDU devront être effectués au fil de l'eau.

6°) Suivi du parcours.

Les structures agréées accompagnent l'utilisateur dans le suivi de ses démarches pour la réalisation de son parcours de formation.

Ces missions sont effectuées par une personne dénommée « **conseiller formation** ».

D. TRANSMISSION : la conception d'un parcours spécifique d'accompagnement à la transmission des personnes souhaitant céder leur exploitation

La conception d'un **parcours spécifique d'accompagnement à la transmission** des personnes souhaitant céder leur exploitation comprend les missions suivantes :

1°) Appui à la construction du projet personnalisé de transmission en agriculture.

Dans le respect du principe de secret des affaires, les structures agréées recueillent les données relatives à l'exploitation agricole afin de relever les caractéristiques économiques, environnementales et sociales de l'exploitation, sur la base d'un outil de diagnostic commun à l'ensemble des structures de conseil et d'accompagnement agréées dans la région.

Elles peuvent réaliser une visite de l'exploitation à céder et informent les futurs cédants sur les étapes de la transmission. Elles veillent également à garantir leur information complète sur les droits sociaux, notamment de droits à la retraite, ainsi que sur les démarches sociales et les possibilités d'accompagnement.

Elles conseillent et accompagnent l'utilisateur dans la rédaction de son projet personnalisé de transmission. Si la personne recherche un repreneur, elles lui présentent l'intérêt du répertoire départemental unique ainsi que les aides susceptibles d'être octroyées le cas échéant.

2°) Orientation vers les prestataires de services compétents pour la réalisation du projet personnalisé de transmission.

Les structures agréées présentent, dans le respect des principes de pluralisme et d'équité, l'offre des prestataires de services compétents pour la réalisation du projet personnalisé de transmission. Une liste de l'offre disponible dans la région et dans les régions limitrophes, est fournie à l'utilisateur, ainsi qu'un appui dans le choix des solutions de financement de ces prestations.

Cette même offre intègre également l'accompagnement proposé en matière de protection sociale des futurs cédants et des repreneurs, incluant les informations relatives aux droits, aux aides sociales et aux dispositifs de prévention des risques professionnels. Si l'utilisateur est en situation de reconversion professionnelle ou de difficultés économiques, elles l'orientent vers les organismes compétents.

Elles prennent en compte les dispositifs régionaux existants dans une logique de bonne articulation et de cohérence de ceux-ci.

3°) Enregistrement des données dans le répertoire départemental unique.

Les structures agréées enregistrent dans le répertoire départemental unique mentionné au II de l'article L. 330-4 les informations relatives au projet de transmission de l'utilisateur, dans les conditions prévues par les dispositions réglementaires en vigueur.

Les enregistrements dans le RDU devront être effectués au fil de l'eau.

4°) Facilitation de la mise en relation entre les personnes souhaitant céder leur exploitation agricole et celles ayant un projet d'installation.

Sur le fondement des données disponibles dans le répertoire départemental unique, les structures agréées présentent aux personnes souhaitant céder leur exploitation agricole les informations relatives aux personnes ayant un projet d'installation, à condition que ces dernières aient donné leur

consentement, en tenant compte des caractéristiques du projet de transmission de l'exploitation agricole et de celles du projet d'installation. Cette activité s'exerce dans le respect des dispositions prévues par les dispositions réglementaires en vigueur.

5°) Suivi du projet.

Les structures agréées accompagnent l'utilisateur dans le suivi de ses démarches pour la réalisation de son projet de transmission.

Ces missions sont exercées par une personne dénommée « conseiller transmission ».

La structure qui a conseillé et accompagné l'utilisateur pour la définition de son projet de transmission lui présente, dans le respect des principes de pluralisme et d'équité, la liste exhaustive des structures agréées dans la région et dans les régions limitrophes pour la réalisation d'un état des lieux des compétences et, le cas échéant, la conception et la proposition d'un parcours de formation visant à lui permettre d'acquérir les connaissances et les compétences nécessaires à la mise en œuvre de son projet mentionnées au C (Formation).

II.2. – Qualité du service rendu à l'utilisateur

Pour garantir la qualité du service rendu aux usagers, les structures de conseil et d'accompagnement s'engagent pendant toute la durée de l'agrément à respecter le présent cahier des charges, notamment à :

1°) Rédiger le projet personnalisé de l'utilisateur dans le respect de la diversité des projets d'installation et de transmission, conformément à un outil de diagnostic commun à l'ensemble des structures de conseil et d'accompagnement agréées dans la région ;

2°) Présenter, dans le respect du pluralisme et de l'équité, l'offre des prestataires de services agissant en dehors du réseau France services agriculture dans la région et dans les régions limitrophes y compris celle en lien avec la protection sociale agricole, incluant la prévention de la santé et de la sécurité au travail ;

3°) Recruter un nombre suffisant de conseillers pour assurer les missions dans les conditions prévues par le présent cahier des charges, eu égard au nombre d'utilisateurs que la structure compte accompagner et à la zone géographique couverte ;

4°) Prendre en compte les difficultés rencontrées par les femmes lors de l'installation et de la transmission en agriculture et mettre à disposition des usagers l'ensemble des informations et des moyens disponibles pour répondre à leurs difficultés ;

5°) Prendre en compte des recommandations du Haut Conseil à l'égalité entre les hommes et les femmes et mettre à disposition des femmes les informations et moyens disponibles pour les accompagner dans leur parcours d'installation ou de transmission ;

6°) Transmettre au préfet de région et au président du comité opérationnel départemental (COD), avant le 31 mars de l'année n, le rapport d'activité annuel qualitatif et quantitatif de l'année n-1, intégrant notamment des éléments sur le nombre d'utilisateurs accompagnés et la satisfaction de ces derniers à l'égard du service rendu.

II.3. – Formation des conseillers

Les structures de conseil et d'accompagnement s'assurent que les conseillers exerçant en leur sein suivent les deux niveaux de formation mentionnés aux 1°) et 2°).

1°) La formation de premier niveau a lieu en amont de l'entrée en fonction des conseillers. Elle est composée des modules suivants :

- a) La présentation des membres, des missions et du fonctionnement du réseau France services agriculture et de leurs obligations en qualité de conseillers ;
- b) La présentation du cadre national et régional de la politique d'installation et de transmission en agriculture ;
- c) La présentation des organismes agissant en dehors du réseau France services agriculture susceptibles d'accompagner l'utilisateur dans la réalisation de son projet ;
- d) La sensibilisation aux difficultés rencontrées par les femmes lors de l'installation et de la transmission en agriculture ;
- e) Pour les « conseillers transmission », la sensibilisation aux enjeux psycho-sociaux de la transmission d'une exploitation agricole ;
- f) Pour les « conseillers formation », la présentation et les attendus de la méthode commune mentionnée au cinquième alinéa de l'article L. 330-8 ainsi que l'offre de formation départementale ou régionale ;
- g) La présentation des démarches, droits et obligations relatives à la protection sociale agricole et à la santé-sécurité au travail ;
- h) La présentation de l'architecture et du fonctionnement du SI (système d'information) et les obligations de saisie de données qui y sont liées.

La formation de premier niveau peut s'accompagner de stages d'immersion au sein des structures du réseau France services agriculture.

2°) La formation de second niveau s'applique à tous les conseillers.

Elle consiste dans une actualisation annuelle des informations fournies dans les modules mentionnés au 1°).

II.4. – Elaboration d'un rapport d'activité

Les structures de conseil et d'accompagnement rédigent un rapport d'activité annuel qualitatif et quantitatif selon les conditions précisées au point 6 du II.2 (Qualité du service rendu à l'utilisateur). Ce rapport est transmis par chaque structure au préfet de région et au président du comité opérationnel départemental **avant le 31 mars de l'année suivante.**

Il fait l'objet d'une présentation lors de la réunion du comité opérationnel départemental (COD).

II.5. – Coordination des structures dans le réseau France services agriculture

Les structures de conseil et d'accompagnement participent au comité opérationnel départemental au sein duquel elles présentent notamment :

- a) Un état des lieux de leur activité dans le département ;
- b) Les difficultés rencontrées, notamment dans le cadre de dossiers complexes ;
- c) Les bonnes pratiques mises en place dans l'exercice de leurs missions.

Une fois par an, elles présentent au sein de ce comité une synthèse de leur rapport d'activité

II.6. – Principes à respecter et protection du secret des affaires

Les structures agréées s'engagent à respecter les principes d'égalité, d'équité, de neutralité, d'impartialité, de pluralisme et à respecter le secret des affaires.

Les structures agréées définissent des règles internes permettant de prévenir toute transmission, lors de l'exercice des missions pour lesquelles elles sont agréées, d'informations protégées par le secret des affaires au sens de l'article L. 151-1 du code de commerce, sauf à recueillir le consentement de leur propriétaire.

Elles recueillent notamment, avant la mise en relation d'une personne souhaitant s'installer en agriculture et d'une personne souhaitant transmettre son activité, l'engagement des usagers à ne communiquer aucune information couverte par le secret des affaires dont ils pourraient avoir connaissance dans ce cadre.

Indépendance du conseil des structures agréées sur la mission « conseil et accompagnement des personnes dans le développement d'un projet existant d'installation en agriculture » :

La structure agréée démontre l'existence de règles internes garantissant la neutralité (déclarations d'intérêts, séparation fonctionnelle, traçabilité des orientations).

Elle s'engage dans le cadre de la demande d'agrément, à être impartial et à garantir qu'aucun des salariés mobilisés sur l'accompagnement ne présente de conflit d'intérêts avec le bénéficiaire de l'accompagnement pour lequel elle demande l'agrément. En d'autres termes, il ne doit pas y avoir, ni directement, ni indirectement, un intérêt financier, économique ou un intérêt personnel qui serait de nature à compromettre son impartialité ou son indépendance dans le cadre de la fourniture de la prestation de conseil.

III. Instruction des candidatures

La DRAAF se réserve le droit de demander des éléments complémentaires et de ne pas agréer la structure demandeuse si le niveau de compétence attendu n'est pas vérifiable ou attesté.

Calendrier

- Instruction des candidatures par la DRAAF avec recueil des avis des DDT : du 05 au 31 novembre 2026 ;
- Notification de l'agrément : avant le 31/12/2026 ;
- Conventions d'agrément (3 ans renouvelable) : premier trimestre 2027.

IV. Engagements de chaque structure candidate

Attestation sur les obligations sociales, fiscales et assurantielles

Le demandeur certifie sur l'honneur que sa structure ne se trouve dans aucun cas d'exclusion et est à jour de ses obligations sociales, fiscales et assurantielles.

Engagement sur l'absence de conflit d'intérêt

Le demandeur s'engage dans le cadre de la présente demande d'agrément, à être impartial et à garantir n'avoir, directement ou indirectement, aucun intérêt financier, économique et s'organiser pour n'avoir aucun intérêt personnel qui serait de nature à compromettre sa neutralité, son impartialité ou son indépendance dans le cadre de sa mission d'accompagnement des usagers concernée par la présente demande d'agrément.

Engagement sur le secret des affaires

Le demandeur s'engage à ne pas divulguer ou utiliser, directement ou indirectement, toute information confidentielle dont il aurait eu connaissance dans le cadre de sa mission d'accompagnement des usagers concernée par la présente demande d'agrément.

Engagement au respect des principes de France services agriculture

Le demandeur s'engage à respecter les principes d'égalité, d'équité, de neutralité, d'impartialité et de pluralisme.

Engagement sur la qualité de service

Le demandeur s'engage :

- à mettre en place les moyens administratifs et humains pour assurer une qualité du suivi des bénéficiaires dans des délais corrects de réponse et de rendez-vous,
- à proposer un nombre minimum de conseillers FSA pour garantir leur disponibilité,
- à mettre en œuvre tous les moyens pour assurer la continuité de l'accompagnement,
- à mettre en œuvre des dispositifs pour évaluer la satisfaction des usagers,
- à détenir et actualiser régulièrement ses connaissances sur les dispositifs nationaux, régionaux et territoriaux mobilisables par les bénéficiaires,
- à informer les porteurs de projets sur les modalités de signalement et de recours relatifs au fonctionnement de France services agriculture.

Engagement sur la coordination interne entre conseillers

Le demandeur s'engage à mettre en place une procédure de coordination interne entre conseillers si plusieurs fonctions sont exercées dans la structure.

Engagement de suivi et de transmission d'un bilan annuel

Le demandeur s'engage à :

- à produire un rapport quantitatif et qualitatif annuel, selon une trame proposée par le niveau national, à transmettre avant le 31 mars de l'année suivante,
- et à organiser, sous réserve d'agrément, des formations pour ses salariés conseillers visant au renforcement et à l'actualisation des compétences prévues par le cahier des charges.

Engagements post agrément

Après agrément, le demandeur s'engage :

- à respecter le cahier des charges sur la durée de son agrément,
- à disposer d'une liste suffisante de conseillers compétents,

- à déployer un plan de formation et de montée en compétences des conseillers de niveau 2 (actualisation) ;
- à utiliser les outils mis à disposition,
- à mettre à jour et transmettre à la DRAAF/DAAF des informations actualisées relatives à l'offre et aux conseillers,
- à présenter aux porteurs de projet l'offre des prestataires hors FSA dans le respect de la neutralité et du pluralisme,
- à participer de façon active au comité opérationnel départemental,
- et à fournir tous les éléments nécessaires en cas de demande de l'administration.